

Semaine du 24 au 28 octobre 2022

PLF 2023 Mission « Outre-mer » – Audition de M. Jean-François Carencio par la Commission des lois de l'Assemblée nationale

Le ministre délégué chargé des Outre-mer, M. Jean François Carencio, a été auditionné par la Commission des lois de l'Assemblée nationale le 20 octobre 2022 s'agissant des crédits de la Mission « Outre-mer » au sein du Projet de loi de finances (PLF) 2023.

Lors de l'audition, le ministre délégué chargé des Outre-mer s'est exprimé au sujet de l'octroi de mer. Il a souligné l'importance de mener une réflexion de fond : *« Cette réflexion démarrera pour lancer des chantiers qui vont aboutir à des réformes structurelles et éventuellement, sans tabou, à des évolutions institutionnelles »*.

Concernant la question de la lutte contre la vie chère dans les Outre-mer, M. Jean François Carencio a souligné le déblocage par l'Etat d'une aide de 19 millions pour le pouvoir d'achat des populations ultramarines durant l'été.

Avec son ministre de tutelle M. Gérard Darmanin, le ministre délégué chargé des Outre-mer a également lancé l'« Oudinot du pouvoir d'achat ». Une réunion aura lieu le 15 novembre 2022, comprenant l'examen des engagements locaux et nationaux. *« Il s'agit d'élargir le nombre de produits qui sont dans les Bouclier Qualité-Prix et de trouver un accord de modération des prix sur ces produits-là. Cette démarche a pris la forme de négociations locales conduites par les préfets et regroupant l'ensemble des parties prenantes : les acteurs économiques mais aussi pour la première fois les collectivités locales »*, a ajouté M. Jean-François Carencio.

Enfin, pour rappel, le budget de la mission budgétaire « Outre-mer » est composé d'autorisations d'engagement à hauteur de 2,9 milliards d'euros et de 2,8 milliards d'euros en crédits de paiement.

Le Ministre a rappelé que le budget consacré aux Outre-mer est plus large que celui de la mission Outre-mer : « *L'effort de la nation est de 32 missions et de 101 programmes, 20 milliards d'euros d'autorisation d'engagements, 21,7 milliards d'euros en crédits de paiements, soit une hausse de 500 millions d'euros par rapport à 2022* ».

Sur les 32 missions intervenant dans les Outre-mer, les principales seront l'enseignement scolaire, l'écologie, le développement durable et la mobilité, les relations avec les collectivités territoriales, la solidarité, l'insertion et l'égalité des chances, ainsi que la sécurité.

Le replay de l'audition du 20 octobre 2022 est disponible [ici](#).

Accords commerciaux – Conclusions du Conseil « Agriculture et pêche » sur le réexamen des chapitres portant sur le développement durable dans les accords de libre-échange

Lors du Conseil « Agriculture et pêche » de l'Union européenne du 17 et 18 octobre 2022, les 27 Etats membres de l'Union ont adopté leurs conclusions concernant le plan d'action de la Commission européenne pour améliorer la mise en œuvre des chapitres relatifs au développement durable dans les accords de libre-échange.

Ce plan d'action de la Commission européenne, annoncé le 22 juin 2022, vise à verdir les accords commerciaux, y compris via la possibilité d'appliquer des sanctions en cas de « violations graves » des engagements de l'accord de Paris sur le climat ou de l'Organisation internationale du travail.

Dans leurs conclusions, les Etats membres soulignent que ces sanctions doivent intervenir en dernier recours et doivent être « temporaires, ciblées et proportionnées ».

Le Conseil de l'UE précise aussi que d'autres outils peuvent être utilisés, tels que le règlement sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) et celui sur la déforestation importée.

Les Etats membres ont également insisté sur l'importance de finaliser en temps utile des analyses d'impact sur le développement durable portant sur les accords commerciaux, qui alimenteront le débat sur les négociations pertinentes.

En outre, le Conseil de l'UE a invité la Commission à recourir à des clauses de réexamen et, si nécessaire, à des comités mixtes pour aligner les accords commerciaux existants sur la nouvelle approche en matière de commerce et de développement durable, le cas échéant.

Pour consulter l'intégralité des conclusions du Conseil de l'UE, cliquer [ici](#).

AGENDA DE LA SEMAINE
Semaine du 24 au 28 octobre 2022

	Conseil de l'UE / Conseil européen	Parlement européen	Commission européenne
Lundi 24/10	Conseil "Environnement"	<p align="center"><u>Commission de l'agriculture et du développement rural (AGRI)</u></p> <p align="center"><i>Compte-rendu à la commission sur la modification du règlement (UE) 2018/841 en ce qui concerne le champ d'application, la simplification des règles de conformité, la définition des objectifs des États membres pour 2030 et l'engagement en faveur de la réalisation collective de la neutralité climatique d'ici à 2035 dans le domaine de l'utilisation des terres, de la foresterie et de l'agriculture, et du règlement (UE) 2018/1999 en ce qui concerne l'amélioration du contrôle, de la communication, d'informations, du suivi de l'avancement et du réexamen.</i></p>	
Mardi 25/10	Conseil "Transports, télécommunications et énergie" (Énergie)	<p align="center"><u>Commission de l'agriculture et du développement rural (AGRI)</u></p> <p align="center"><i>Audition publique intitulée « Crise liée à la guerre en Ukraine : conséquences pour l'agriculture et la sécurité alimentaire de l'UE » en association avec la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire.</i></p>	

		<p><i>Échange de vues avec M. Markian Dmytrasevych, vice-ministre ukrainien de la politique agricole et de l'alimentation.</i></p> <p><i>Adoption du projet de rapport - Une vision à long terme pour les zones rurales de l'Union européenne — Pour des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères d'ici 2040.</i></p> <p><i>Échange de vues avec un représentant de la Commission (DG AGRI) sur l'accord commercial UE-Nouvelle-Zélande.</i></p> <p><u><i>Commission du commerce international (INTA)</i></u></p> <p><i>Débats - Rapport annuel sur l'exécution et le respect des accords commerciaux de l'Union – présentation par le responsable européen du respect des règles du commerce.</i></p>	
<p><i>Mercredi 26/10</i></p>		<p><u><i>Commission de la pêche (PECH)</i></u></p> <p><i>Modification du règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 en ce qui concerne les restrictions d'accès aux eaux de l'Union - Vote sur l'accord provisoire résultant de négociations interinstitutionnelles.</i></p> <p><i>Accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et le Sénégal : mise à jour - Échange de</i></p>	

		<p><i>vues avec les représentants de la Commission.</i></p> <p><i>Rapport spécial de la Cour des comptes européenne sur la lutte contre la pêche illicite.</i></p> <p><i>Audition publique - Les effets de la crise des prix de l'énergie sur le secteur de la pêche et sur l'avenir énergétique.</i></p> <p><i>Cogestion des pêches dans l'UE et contribution du secteur de la pêche à la mise en œuvre des mesures de gestion - Examen du projet de rapport.</i></p>	
<i>Jeudi 27/10</i>		<p><u>Commission de la pêche (PECH)</u></p> <p><i>Coûts et avantages des mesures de protection spatiale adoptées en vue de la gestion de la pêche - Présentation d'une étude par le département thématique B.</i></p> <p><i>Application de la convention d'Aarhus dans les zones maritimes protégées en Europe - Échange de vues avec les représentants de la Commission</i></p>	
<i>Vendredi 28/10</i>			